

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Cinq écoles unissent leur voix contre des fermetures de classes

Cédric Thomire

~3 minutes

La contestation prend une nouvelle dimension à Beuzeville-la-Grenier. [Au lendemain d'une quatrième journée de mobilisation organisée jeudi 18 juin](#) sous la forme d'une opération "école morte", les parents d'élèves de l'école élémentaire Lucienne-Julien annoncent leur participation à un nouveau collectif départemental opposé aux fermetures de classes.

Cinq écoles dont trois en pays de Caux

Baptisé "Collectif des écoles 76 mobilisées contre les fermetures de classe", ce regroupement rassemble des représentants de cinq établissements concernés par des suppressions de postes à la rentrée prochaine : Beuzeville-la-Grenier, Bacqueville-en-Caux, l'école Salengro du Grand-Quevilly, Colleville et Saint-Aubin-Celloville. Dans un courrier adressé au directeur académique des services de l'Education nationale par intérim et au préfet de la Seine-Maritime, les parents affichent leur volonté de mener un combat commun. Ils refusent que "*l'école publique soit une variable d'ajustement du budget de l'Etat*" et réclament l'abandon des fermetures annoncées.

- **A lire aussi.** [\[Photos\] Bolbec. Premier essai, premier sacre : l'exploit des élèves de Sainte-Geneviève au Rallye mathématiques](#)

Pour les membres du collectif, la baisse démographique doit au contraire permettre d'améliorer les conditions d'apprentissage grâce à des effectifs allégés. "*Derrière les chiffres, ce sont des situations d'enfants qui sont en jeu*", écrivent-ils, assurant vouloir défendre collectivement leurs écoles.

La mobilisation pourrait se poursuivre à la rentrée

A Beuzeville-la-Grenier, jeudi 18 juin, aucun des 78 élèves de l'école élémentaire n'avait rejoint sa classe lors d'une journée "école morte" particulièrement suivie. [Les parents contestent la fermeture d'une des quatre classes de l'établissement](#), estimant que les effectifs prévus pour septembre, environ 76 élèves, ne justifient pas une telle décision.

Dans leur courrier, les représentants des cinq écoles rappellent avoir déjà multiplié les actions ces derniers mois : rassemblements, pétitions, opérations "école morte" ou encore opérations escargot. Ils préviennent que la mobilisation pourrait se poursuivre à la rentrée 2026 si les fermetures de classes étaient maintenues.

Le 24 juin, une réunion très attendue

Les parents en colère comptent désormais s'appuyer sur cette dynamique départementale pour peser davantage dans les discussions à quelques jours de la réunion du Conseil départemental de l'Education nationale, qui doit examiner la carte scolaire mercredi 24 juin.